Déclaration de Paix du Collectif des Associations Tsiganes

Le Président de la République a déclaré la guerre aux gens du voyage et aux Rroms. Les Tziganes entendent répondre par une déclaration de paix pour éviter une explosion sociale.

L'organisation le 28 juillet d'une réunion à l'Elysée sur les « problèmes » posés par les Tziganes est une première depuis la Libération.

Comme trop souvent dans leur histoire, les Tziganes sont une fois de plus les boucs-émissaires privilégiés d'une classe dirigeante empêtrée dans les scandales politico-financiers.

Si Nicolas Sarkozy devait réitérer sa déclaration de guerre, le Collectif des Associations Tziganes serait amené à diligenter des actions judiciaires pour provocation à la haine raciale et à demander aux parlementaires de s'interroger sur la nécessité de réunir la Haute Cour.

La prégnance du racisme anti-tzigane dans la société française est telle que la confirmation le 1er juillet 2010 par la Cour d'appel de Paris de la condamnation de France Télévisions pour provocation à la haine raciale en raison du contenu d'une émission C dans l'air intitulée : « Délinquance : la route des Roms » est passée totalement inaperçue.

Alors que la France a fait l'objet de maintes condamnations par les instances européennes et risque de se retrouver au ban de l'Europe, aucun effort n'est fait par les pouvoirs publics pour lutter contre la multiplication des actes et des propos racistes dirigés contre les Tziganes.

Le 18 juillet 2010, la France a enfin reconnu officiellement le drame de l'internement et de la déportation des Tziganes de 1940 à 1946 par le biais d'un discours prononcé par le secrétaire d'Etat aux anciens combattants.

Dix jours plus tard, Nicolas Sarkozy prend l'initiative d'une politique de nature raciale qui, si elle venait à être mise en œuvre, risquerait fort de constituer une nouvelle page noire de l'histoire de France tant il est vrai que Les Tziganes, au

delà des profondes différences qui existent entre Rroms et gens du voyage, sont soumis en France à un véritable régime d'apartheid en raison d'une législation d'exception indigne d'un pays démocratique.

Le Collectif des Associations Tziganes demande à être reçu par le chef de l'Etat pour évoquer les problèmes que posent les propos racistes de certains parmi les ministres et les parlementaires de l'UMP.

Le Collectif des Associations Tziganes demande l'abrogation de toutes les lois discriminatoires et une action résolue au plus haut niveau de l'Etat pour lutter contre le racisme anti-tzigane.

Pour la sauvegarde des valeurs universelles qui ont fait la grandeur de la France, le Collectif des Associations Tziganes lance un appel en reprenant les mots exacts utilisés il y a vingt-cinq ans par Georges Guingouin, premier maquisard de France, libérateur de Limoges, dans son appel lancé à l'occasion du 41ème anniversaire de la bataille du Mont Gargan :

« En 1985, j'en appelle aux hommes et aux femmes à l'âme généreuse pour que dans un sursaut moral, une nouvelle Résistance commence afin que la France reste le pays des Droits de l'Homme. La flamme de la Liberté ne doit pas s'éteindre! ».

Le Collectif des Associations Tziganes organise une conférence de presse le mercredi 28 juillet 2010 à 11h à la Chope des Puces 122 rue des Rosiers à Saint-Ouen.

http://www.lavoixdesrroms.org/